

Accord régional
FORMATION PROFESSIONNELLE EN AGRICULTURE
(Franche-Comté)

ACCORD DU 30 SEPTEMBRE 2014
INSTAURANT UNE COTISATION PARITAIRE
DESTINÉE AU FINANCEMENT DE L'AREFA

NOR : AGRS1597006M

Entre :

La FRSEA de Franche-Comté ;

La FRCUMA de Franche-Comté,

D'une part, et

L'UR CFDT ;

La CFTC-Agri ;

L'UR CGT-FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Considérant que la pérennité de l'association régionale pour l'emploi et la formation en agriculture (AREFA) de Franche-Comté et le développement de ses actions rendent nécessaire la mise en place d'un autofinancement, les parties signataires ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord a pour objet la création d'une cotisation portant sur les employeurs et les salariés des entreprises entrant dans son champ d'application, afin de financer le fonctionnement et les actions de l'AREFA Franche-Comté.

Article 2

Champ d'application

Le présent accord est applicable, sur le territoire de la région administrative de Franche-Comté, aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime, 1° (à l'exception des centres équestres, des parcs zoologiques et des activités d'horticulture, pépinière et maraîchage) et 4°, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 3

Assiette, taux et recouvrement de la cotisation

La cotisation est assise sur l'intégralité de la masse salariale correspondant au champ d'application défini ci-dessus.

Son taux global est fixé à 0,20 %, réparti à parts égales entre employeur et salarié à hauteur de :

- 0,10 %, part patronale ;
- 0,10 %, part salariale.

Le recouvrement de cette cotisation sera confié à la caisse de mutualité sociale agricole (MSA) de Franche-Comté.

Une convention passée entre l'AREFA et la MSA de Franche-Comté fixera les modalités de cette délégation de gestion.

Article 4

Utilisation du produit de la cotisation

Le produit de la cotisation, après soustraction des frais de gestion convenus avec la MSA de Franche-Comté, devra être utilisé conformément à l'objet de l'AREFA Franche-Comté, tel que défini dans ses statuts.

Article 5

Entrée en vigueur et durée

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil qui suivra la date de publication de son arrêté d'extension.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 6

Dénonciation et révision

Le présent accord peut faire l'objet d'une révision ou dénonciation partielle ou totale à la demande de l'une des parties au moins 3 mois avant le terme de chaque année civile, par lettre recommandée avec avis de réception adressée, d'une part, aux autres parties signataires et, d'autre part, à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Franche-Comté.

Article 7

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, qui sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès l'unité territoriale du Doubs de la DIRECCTE de Franche-Comté. Un exemplaire papier sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 30 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)